



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 20/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OFFREDY (BEAUDELET)

13/17 Avenue Henri Beaudet
BP 44
77330 Ozoir-la-Ferrière

Références : E/23-2385
Code AIOT : 0006502168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement OFFREDY (BEAUDELET) implanté 13-17 Avenue Beaudet, Zone industrielle, 77330 Ozoir-la-Ferrière. L'inspection a été annoncée le 08/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OFFREDY (BEAUDELET)
- 13-17 Avenue Beaudet Zone industrielle 77330 Ozoir-la-Ferrière
- Code AIOT : 0006502168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OFFREDY exerce des activités de traitement de surface suivies d'application de peinture en poudre ou par cataphorèse.

Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 104 du 28 avril 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en demeure du 23/03/2021
- Situation administrative
- Risques accidentels (moyens incendie, foudre, rétentions,...)
- Risques chroniques (conditions de rejet, captation des vapeurs, autosurveillance,...)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Évacuation des fumées	AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Modification des cabines de poudrage	Code de l'environnement, article R. 181-46 Point II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Classement des installations	AP Complémentaire du 25/03/2015, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.1.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Chaînes de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.5.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
15	Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 9.2.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	Rubrique 2940 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.3.5	/	Sans objet
9	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.3.13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Chaînes de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.2.1	/	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.3.3	/	Sans objet
12	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.4.4	/	Sans objet
13	Stockage des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.5.2	/	Sans objet
16	Stockage des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.6.3	/	Sans objet
17	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.6.6.1	/	Sans objet
18	Système de captation des vapeurs	Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 9.2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection visait notamment à contrôler le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 2021/DRIEE/UD77/042 du 23/03/2021 et de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 2010.

L'exploitant doit améliorer la traçabilité des contrôles effectués ou à réaliser, afin de respecter notamment leur fréquence, et formaliser les consignes d'exploitation. Il doit également justifier des mesures prises afin de disposer de trappes de désenfumage manuelles et automatiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications complètes et/ou visuelles
Prescription contrôlée : La société OFFREDY est mise en demeure de respecter, avant le 30 juin 2021, l'article 7.3.4. de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2010, en faisant réaliser par un organisme compétent une vérification complète des installations de protection foudre, puis en s'assurant du contrôle annuel de ces installations par un organisme compétent (vérification complète tous les deux ans et vérification visuelle tous les ans).
Constats : L'exploitant a fait réaliser un contrôle complet de ses installations de protection contre la foudre en avril 2021 mais n'a pas mis en œuvre les travaux de mise en conformité proposés dans le rapport de contrôle.

De plus, l'exploitant n'a pas fait effectuer un contrôle visuel annuel de ses installations en 2022.

L'exploitant doit, sous un mois :

- transmettre un devis signé prévoyant la vérification complète de ses installations de protection contre la foudre avant le 31/12/2023,
- transmettre un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité des installations relevés dans le rapport de contrôle de 2021,
- justifier de la mise en place d'un dispositif de suivi des fréquences de contrôle (contrôle visuel annuel et visite complète bisannuelle) des installations de protection contre la foudre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Évacuation des fumées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif automatique et manuel

Prescription contrôlée :

La société OFFREDY est mise en demeure de respecter, avant le 30 septembre 2021, l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2010, de façon à ce que les dispositifs permettant l'évacuation à l'air libre des fumées des bâtiments soient également à commande automatique et pas uniquement manuelle.

Constats :

Dans son rapport de contrôle des trappes de désenfumage du 28/06/21, la société CLIMEX indique que :

- les trappes sont à commande uniquement manuelle,
- deux trappes présentent un défaut d'ouverture.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux sur les deux trappes défectueuses et les travaux de mise aux normes des trappes (commande automatique) n'avaient pas été réalisés.

L'exploitant doit, sous 1 mois :

- justifier de la réalisation des travaux sur les deux trappes de désenfumage défectueuses,
- transmettre un devis signé, accompagné d'un échéancier raisonnable, de réalisation des travaux de mise en place d'une commande automatique et manuelle sur l'ensemble des trappes de désenfumage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Modification des cabines de poudrage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/08/2023, article R. 181-46 Point II

Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques des installations

Prescription contrôlée :

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-

18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'exploitant a remplacé l'une des 2 cabines de poudrage sans en informer l'inspection en amont. Or, d'après l'arrêté préfectoral, la quantité journalière maximale autorisée est de 1050 kg/j.

L'exploitant doit, sous 3 mois, apporter tous les éléments d'appréciation des modifications apportées à ses installations et, notamment, transmettre une estimation de la quantité maximale journalière de poudre susceptible d'être mise en œuvre par les deux cabines de poudrage, ceci afin de justifier du caractère non substantiel de la modification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Classement des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2015, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Evolution de toutes les activités

Prescription contrôlée :

Tableau de classement des activités

Constats :

Les activités du site et la nomenclature des installations classées ayant évolué depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/03/2015, le classement des activités n'est plus à jour.

L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre un tableau de classement de ses activités mis à jour et signaler les évolutions intervenues (augmentations d'activités, suppression et remplacement de certains produits chimiques ou machines,...) depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/03/2015.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conception des ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir modifié le débouché de la cheminée de la ligne de cataphorèse (mise en place d'un chapeau chinois inversé) afin d'empêcher que les eaux de pluie n'entrent par cette dernière. Or, les chapeaux chinois (inversés ou non) ne favorisent pas

l'ascension des gaz dans l'atmosphère et entravent la bonne dispersion des effluents atmosphériques.

L'exploitant doit étudier les solutions alternatives au chapeau chinois qui pourraient être mises en place afin de favoriser la dispersion des effluents atmosphériques et prévenir l'introduction des eaux de pluie par la cheminée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.1.3.2

Thème(s) : Autre, Révision annuelle du calcul de la consommation spécifique

Prescription contrôlée :

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Constats :

L'exploitant a transmis le calcul de la consommation spécifique pour l'année 2020. Il a donc justifié du respect de l'arrêté de mise en demeure du 23/03/2021.

Par contre, il n'a pas calculé la consommation spécifique de son installation depuis 2020, alors que ce calcul doit être réalisé une fois par an.

L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre le résultat et le mode de calcul de la consommation spécifique de ses installations ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul, pour les années 2021 et 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement du réseau d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Le site dispose de 5 vannes manuelles d'isolement du réseau d'eaux pluviales, dont 3 à fermeture rapide.

En cas d'incendie sur le site, le personnel de maintenance est chargé de déclencher, dans un premier temps, les 3 vannes à fermeture rapide situées à l'arrière du site (la zone de montée en charge des eaux incendie est située à l'arrière du site, le terrain étant situé en pente), puis dans un deuxième temps, les 2 vannes manuelles situées à l'avant du site. Aucune consigne n'est formalisée.

L'exploitant doit, sous 3 mois :

- transmettre la consigne relative à la fermeture des 5 vannes d'obturation des réseaux en cas d'incendie,
- mettre à disposition du personnel de maintenance, au plus près des vannes, un outil facilitant l'ouverture des trappes,
- justifier qu'un exercice d'application de cette consigne a été réalisé avec le personnel de maintenance,
- transmettre le compte-rendu de cet exercice.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Station de détoxification

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

La détoxification des eaux résiduaires est effectuée en continu. Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser sont effectués en continu.

L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification sera aménagé pour permettre ou faciliter la mesure de débit et l'exécution des prélèvements.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Constats :

La station de détoxification des eaux résiduaires est gérée par un personnel formé (personnel de maintenance et du laboratoire). La formation est réalisée par compagnonnage.

En cas de dysfonctionnement, la station est automatiquement arrêtée et une alarme permet d'alerter le personnel de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 4.3.13
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : Leur état est régulièrement contrôlé par le personnel de maintenance et ils sont nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique. Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose de deux séparateurs d'hydrocarbures. Un nettoyage des installations est prévu avant la fin d'année. L'exploitant doit transmettre le devis signé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Chaînes de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pictogrammes
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparation, et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant a mis en place les symboles de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Un contrôle des installations électriques est prévu en octobre 2023 par la société SOCOTEC. L'exploitant transmettra le rapport de contrôle, dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation aux risques
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, trioxyde de chrome et autres substance toxiques. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.
Constats : Les personnels intérimaires sont pris en charge par le chef de ligne et formés en doublon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Stockage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage pictogrammes
Prescription contrôlée : A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : Les produits chimiques stockés dans le local de stockage comportent les pictogrammes de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Chaînes de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pompes de relevage automatiques – Alarmes en point bas
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Les lignes de traitement de surface disposent de rétentions autonomes. La ligne U21 ne dispose pas d'une pompe de relevage automatique, une intervention humaine manuelle est nécessaire. Les lignes U23 et U24 (cataphorèse) disposent de pompes de relevage, maintenues normalement fermées et équipées d'un bouton poussoir permettant le déclenchement du pompage.

Le local de stockage des produits chimiques est placé sur rétention. Un dispositif permet de filtrer les effluents éventuels avant leur pompage et leur acheminement vers la station de traitement des effluents industriels.

Lors de l'inspection, la rétention du local de stockage des produits chimiques n'était pas vide et la grille d'accès au dispositif de filtration était obstruée par un stockage de fûts de produits chimiques.

De plus, l'inspection a constaté au niveau de la ligne U24, la présence de fuites d'huile hydraulique en début de chaîne et la présence de fûts de rinçage des cannes d'aspersion de peinture sans rétention.

L'exploitant doit justifier, sous 15 jours, par tous moyens à sa disposition (reportage photographique, consignes, ...), que :

- la rétention du local de stockage des produits chimiques est vide,
- la grille d'accès au dispositif de filtration des effluents issus du local de stockage des produits chimiques n'est plus obstruée,
- les fûts susceptibles de contenir des produits chimiques sont tous placés sur rétention dans l'atelier,
- des mesures sont prises pour prévenir les écoulements d'huile hydraulique au niveau de la ligne U24,
- la rétention située au niveau du local de stockage des produits chimiques est vide et le dispositif de filtration nettoyé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 15 : Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre de contrôle des installations de lutte contre l'incendie.

Les extincteurs et les RIA ont été contrôlés le 01/03/23 par la société CLIMEX.

Le dernier contrôle des trappes de désenfumage a été réalisé par la société CLIMEX en mai 2021.

Le contrôle des alarmes de sécurité n'a pas été réalisé en 2023.

L'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, un devis signé relatif à la réalisation d'un contrôle des alarmes et des trappes de désenfumage avant fin 2023. Les rapports des contrôles seront transmis à l'inspection, dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Stockage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de produits absorbants
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des réserves de produits absorbants au niveau des zones de dépotage, de stockage et d'utilisation des produits chimiques et déchets.
Constats : Le site dispose de réserves de produits absorbants au niveau des zones de stockage et d'utilisation des produits chimiques. Il a été rappelé à l'exploitant que les produits absorbants souillés d'huile doivent également être éliminés dans des filières spécialisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le réseau de collecte des eaux pluviales de l'établissement est équipé d'obturateur à commande manuelle de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces réseaux. Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents. La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie. La vidange des eaux d'extinction d'incendie suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'exploitant transmet, sous un délai de 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, une étude comprenant le calcul du volume de rétention des eaux incendie nécessaire en cas de sinistre et décrivant si nécessaire les équipements à mettre en œuvre afin de disposer sur le site de ce volume. L'étude proposera un échancier raisonnable pour l'installation de ces équipements. Dans l'attente de la remise de cette étude et de la réalisation des travaux de mise en conformité, l'exploitant devra prendre l'attache de sociétés spécialisées dans le pompage des effluents et s'assurer que celles-ci pourront intervenir rapidement sur le site en cas de sinistre, et ce, avant saturation du volume de confinement.

Constats :

La capacité de rétention des eaux incendies a été calculée en 2018. Aucun bâtiment n'a été construit sur le site depuis cette date.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Système de captation des vapeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité des installations

Prescription contrôlée :

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la date de notification du présent arrêté, par un organisme extérieur reconnu compétent, puis tous les 5 ans.

Constats :

Des travaux ont été réalisés en août 2023 pour améliorer la captation des effluents. Le contrôle inopiné prévu en 2023 devrait permettre de s'assurer que les émissions respectent dorénavant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Autosurveillance des eaux résiduelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2010, article 9.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives

Prescription contrôlée :

Des mesures portant sur le débit, le pH et l'ensemble des polluants visés à l'article 4.3.10, sont effectués trimestriellement par un laboratoire agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

Constats :

L'exploitant renseigne les résultats de l'autosurveillance des eaux résiduelles dans l'application GIDAF mais les contrôles trimestriels comparatifs réalisés par le laboratoire SYPAC ne sont pas indiqués.

En outre, l'exploitant n'a pas renseigné les résultats d'autosurveillance effectués entre juillet et septembre 2023.

L'exploitant doit, sous 1 mois :

- renseigner les résultats d'autosurveillance effectués entre juillet et septembre 2023 dans l'application GIDAF,
- préciser, dans la partie "commentaires" de l'application GIDAF, les analyses réalisées par le laboratoire SYPAC et justifier des éventuels dépassements et mesures correctives mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une liste détaillée des dispositifs de détection automatique d'incendie avec leur fonctionnalité. Il ne dispose pas d'un registre justifiant des opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Il organiserait à fréquence annuelle (et non semestrielle) des vérifications de maintenance et des tests, mais les comptes-rendus de ces contrôles n'ont pas été présentés à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre une liste détaillée des dispositifs de détection automatique d'incendie avec leur fonctionnalité, - transmettre les compte-rendus des contrôles annuels effectués en 2022 et 2023, et le cas échéant, les travaux de mise en conformité réalisés, - justifier des mesures prises afin de respecter la fréquence de contrôle semestrielle des systèmes de détection incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois